



LA PRESSE INDÉPENDANTE REFUSE DE RESTER DANS L'OMBRE

Mars 2006

Enquête : Benoît Hervieu

Reporters sans frontières

Bureau Amériques

5, rue Geoffroy Marie

75009 Paris

Tél : (33) 1 44 83 84 84

Fax : (33) 1 45 23 11 51

E-mail : ameriques@rsf.org

Web : www.rsf.org

Cuba : 18 mars 2003-18 mars 2006

Trois ans après le printemps noir, la presse indépendante refuse de rester dans l'ombre

Le 18 mars 2003, une vague de répression sans précédent s'abat sur la dissidence cubaine. Pendant trois jours, quatre-vingt dix opposants sont arrêtés sous prétexte d'être des «agents de l'ennemi américain». Parmi eux figurent vingt-sept journalistes. Tous ou presque tombent sous le coup de la «loi 88» de février 1999 qui protège «l'indépendance nationale et l'économie de Cuba» et écopent de peines comprises entre 14 et 27 ans de prison. Ce printemps noir porte un coup très dur à la presse indépendante, qui avait commencé à émerger dans l'île au tournant des années 90 avec la création de petites agences d'information. Les fondateurs et directeurs de ces dernières étant incarcérés, nombre de journalistes préfèrent renoncer à leur métier ou choisir la voie de l'exil. Le journalisme indépendant à Cuba est-il mort ce jour-là ? Trois ans après la vague de répression, Reporters sans frontières a voulu dresser un nouvel état des lieux. Faute de pouvoir se rendre sur place, l'organisation a contacté des journalistes encore présents sur l'île ou exilés, membres d'une agence ou indépendants, des familles de dissidents incarcérés et des médias - sites Internet, radios ou revues -, basés pour la plupart à Miami (deuxième ville cubaine du monde avec près de 3 millions de ressortissants), Puerto Rico et Madrid. Si le nombre exact de journalistes en activité à Cuba est difficile à établir aujourd'hui, et si leurs conditions de travail sont encore plus précaires, à l'aune d'une autre vague de répression qui traverse actuellement le pays, la presse non officielle cubaine n'a pas désarmé. Elle constitue même la première source d'information concernant la situation des droits de l'homme sur l'île. Néanmoins, sa clandestinité la condamne à être une presse «de l'intérieur pour l'extérieur», quasi inaccessible à ceux dont elle parle pourtant au quotidien.

Un retour à 1995 ?

«J'ai été emprisonné avec mon optimisme», a dit un jour Ricardo González Alfonso, arrêté le 18 mars 2003, condamné à 20 ans de prison et toujours détenu avec vingt autres collègues depuis le printemps noir. Optimiste, en effet, le correspondant de Reporters sans frontières avait fondé, en mai 2001, la *Société Manuel Márquez Sterling*, destinée à former des journalistes indépendants dans un pays où la presse est chasse gardée de l'Etat. Optimiste encore, il avait lancé, un an plus tard, la revue *De Cuba*, en concurrence avec l'information – la seule autorisée – délivrée par le Département d'orientation révolutionnaire, lui-même sous tutelle du Comité central du Parti communiste cubain. Cette double initiative a sans doute constitué le point d'orgue d'une époque marquée par la floraison des petites agences indépendantes et la montée en puissance du journalisme dissident.



«L'aventure a débuté en 1989 dans ma maison avec mon beau-frère Hubert Jérez, lorsque a été fondée l'*Association des journalistes indépendants de Cuba*, qui est ensuite devenue l'*Agence de presse indépendante de Cuba (APIC)*, se souvient Elizardo Sánchez, président de la Commission cubaine pour les droits de l'homme et la réconciliation nationale (CCDHRN, illégale). De là, d'autres agences ont vu le jour.»

Le ver est en fait dans le fruit dès l'apparition de l'APIC, en 1992, dont deux des fondateurs, Indamiro Restano et Néstor Bager alias «Octavio», se révéleront être des agents de la Sécurité de l'Etat, la police politique. Un autre cas semblable survient en 1998 avec la fondation de la *Coopérative des journalistes indépendants* par Manuel David Orrio alias «Miguel», lui aussi à la solde du gouvernement. Néanmoins, l'heure est à une libéralisation relative du régime qui ouvre les vannes de l'émigration et laisse se mettre en place, en espérant les contrôler de l'intérieur, des agences telles que *Cuba Press*, créée par Raúl Rivero, *Havana Press* ou encore *l'Union des journalistes et écrivains cubains indépendants*



Néstor Bager



Raúl Rivero

(UPECI), en 1995. De 1996 à 1998 naissent notamment *Patria*, l'*Agence de presse libre orientale (APLO)*, *Cuba Verdad*, le *Grupo de Trabajo Decoro*, *Centro Norte*, l'*Institut Démocratie et Culture*, *Libertad*, *Lux Info Press*... soit près d'une quarantaine de structures réparties sur toute l'île et pouvant regrouper chacune jusqu'à vingt journalistes. «Nous avons calculé qu'avant la vague répressive de 2003, il y avait plus de 150 journalistes en activité à Cuba. Le printemps noir a dû réduire ce nombre de moitié.», estime Nancy Pérez-Crespo, directrice du site *Nueva Prensa Cubana* à Miami, qui met en ligne les informations lues au téléphone par une vingtaine de journalistes dans l'île. Depuis le printemps noir et alors que le pays connaît une nouvelle vague de répression, l'estimation précise du nombre de journalistes en activité à Cuba tient de la gageure.

Qui sont les journalistes de l'île, et combien



Manuel Vázquez Portal

sont-ils ? «Pas moins de cent», assure Elizardo Sánchez qui prend en compte «treize agences, dont huit ou neuf nées après la vague de répression, mais inégalement actives en raison de la censure d'Internet». Un journaliste dissident évoque la participation à une Conférence sur la transition démocratique, le 23 février 2006 à La Havane, de «80 confrères indépendants». Fondateur du *Grupo de Trabajo Decoro* en 1997, Manuel Vázquez Portal, en exil depuis mai 2005 à Miami, se veut beaucoup plus prudent : «Le printemps noir de 2003 a découragé du monde. J'estime à une quarantaine ceux qui continuent vraiment à travailler. Les autres ont renoncé ou ont préféré s'exiler.» Quarante journalistes, c'est aussi l'estimation de Rosa Berre, vice-présidente de *Cubanet*, l'un des principaux relais extérieurs de la dissidence créé en 1994 à Miami (cf. encadré). Ce chiffre se limite néanmoins aux journalistes qui alimentent ce média. Actuel directeur de l'*UPECI*, Ernesto Roque avance «soixante journalistes vraiment en fonction», dont la moitié affiliés selon lui à l'*Association pro-liberté de la presse (APLP)*. «L'*APLP* se veut la première vraie organisation fédératrice de la presse cubaine, explique son copromoteur depuis La Havane. Elle avait vu le jour une première fois le 20 mai 2004 mais la plupart de ses dirigeants ont dû s'exiler. Nous avons pris un nouveau départ le 27 février 2006. Notre message s'adresse aussi à la presse

LES PRINCIPAUX SUPPORTS EXTÉRIEURS

Revue et sites

- **Cubanet** (www.cubanet.org) : fondée en 1994, la société éditrice *Cubanet* s'appuie sur un réseau de quarante journalistes de l'île, dont une quinzaine d'indépendants, les autres répartis entre onze agences locales. La société déclare recevoir environ 25 notes d'information et l'équivalent de chroniques ou articles de fond chaque semaine, qu'elle sélectionne et publie sur son site, dans son bulletin bimensuel et dans sa revue bimestrielle. *Cubanet* se veut non-partisane et entend livrer une information la plus complète possible sur la réalité cubaine d'aujourd'hui dans tous les domaines (politique, société, économie, vie quotidienne, droits de l'homme...). *Cubanet* est reconnue pour être à la pointe de l'information donnée depuis l'île, et pour son objectivité. Le site est trilingue : espagnol, anglais, français.
- **Nueva Prensa Cubana** (www.nuevaprensa.com) : plus militant, ce site rassemble actuellement une vingtaine de journalistes réguliers, dont six indépendants. Il retransmet des articles dictés par téléphone. Consacré essentiellement à la situation des droits de l'homme sur l'île, il donne régulièrement des nouvelles des journalistes incarcérés ou victimes de la répression.
- **Carta de Cuba** : la revue a vu le jour en 1996 et le site (www.cartadecuba.org) existe depuis 2002. Une trentaine de journalistes de l'île y collaborent. La copie ou les articles téléphonés sont d'abord traités et corrigés à Miami – où la structure compte quatre permanents –, avant d'être envoyés par email à Puerto Rico où deux permanents – dont le fondateur Carlos Franquí –, dirigent la publication. La revue, comme le site, donnent surtout des informations concernant la situation des droits de l'homme et font une large place aux articles d'opinion ou d'analyse politique.
- **Payolibre** (www.payolibre.com) : créé en 2001. Une trentaine de personnes y collaborent, journalistes ou non, mais certains adressent également leurs informations à d'autres sites. *Payolibre* est entièrement consacré à la situation des droits de l'homme et présente l'avantage de dresser des fiches actualisées sur chaque dissident emprisonné. *Payolibre* partage un certain nombre de ses collaborateurs avec **Bitácora Cubana** (www.bitacoracubana.com), plus généraliste.
- **Encuentro en la Red** (www.cubaencuentro.com) : la revue, trimestrielle, fondée à Madrid en 1996, est dédiée à la culture cubaine comme l'indique son nom complet *Encuentro de cultura cubana*. Le site, plus généraliste, publie notamment les chroniques de douze journalistes indépendants havanais. Collaborateurs fixes, ils ne rédigent que des éditoriaux ou des papiers d'opinion. Figure de la dissidence, arrêté lors du printemps noir et réfugié à Madrid depuis avril 2005, Raúl Rivero est devenu une signature régulière d'*Encuentro*. Autre site à Miami : *NetforCuba* (www.netforcuba.org).

Radios

- **Radio Martí** : fondée en 1985, la station est en contact quotidien avec un nombre réduit de journalistes (six à dix). Une ligne téléphonique est à disposition de la presse de l'île en permanence. La station est la seule, grâce aux ondes courtes, à pouvoir être captée à Cuba. Deux programmes quotidiens sont consacrés à la dissidence et à la presse non officielle.
- **La Poderosa** : fondée en 1989. Elle compte huit correspondants à Cuba dont un journaliste indépendant et sept membres du Mouvement pour la démocratie, en plus des seize permanents du siège de Miami. Depuis six mois, la station a ouvert son antenne, une fois par semaine le vendredi, de 23 heures à minuit, à l'équipe de *Carta de Cuba*.
- **Radio Mambi** : fondée en 1995. Le contact avec les journalistes de l'île est irrégulier mais la station fonctionne selon le principe de l'antenne ouverte. Tout journaliste dissident a donc la possibilité d'appeler pour participer aux nombreux «talk-shows» de la grille de programmes. Par ailleurs, les permanents reprennent des notes d'information dictées depuis l'île par téléphone et certains articles déjà publiés sur les sites, notamment *Cubanet*. Deux autres radios (*La Cubanísima* et *Radio Caracol*) ont une audience plus limitée.

officielle ou en exil.» Ricardo González Alfonso n'est pas le seul à afficher son optimisme, mais à Cuba, l'optimisme est un moyen de survie.

Le pire semblait pourtant arrivé, en 2003, et le printemps noir a laissé des traces. «Le journalisme cubain indépendant a perdu à ce

moment-là ses figures les plus importantes. Les journalistes sont totalement livrés à eux-mêmes depuis. D'autant qu'il n'existe plus pour eux de lieu de formation du type de la *Société Manuel Márquez Sterling*», résume Manuel Vázquez Portal. *Le Grupo de Trabajo Decoro* qu'il avait fondé regroupait quatorze journalistes jusqu'en

mars 2003, date à laquelle lui-même, Hector Maseda Gutiérrez, Omar Moisés Ruiz Hernández et José Ubaldo Izquierdo Hernández ont été arrêtés et condamnés à des peines comprises entre 16 et 20 ans de prison au titre de la «loi 88». Manuel Vázquez Portal a été libéré sous licence extra-pénale¹ pour raisons de santé le 23 juin 2004, mais le 22 juillet 2005, un autre journaliste du «Grupo», Oscar Mario González Pérez, a été arrêté par la Sécurité de l'Etat peu avant une manifestation dissidente devant l'ambassade de France. Détenu sans jugement depuis cette date, il risque à son tour une condamnation à 20 ans de réclusion au nom de la «loi 88», bien que la justice de La Havane ait admis dans un premier temps «ne pas avoir de charges contre lui», avant de prétendre «avoir perdu le dossier d'accusation».



Oscar Mario González Pérez



Pablo Pacheco Ávila

D'autres agences ont vu fondre leurs effectifs, quitte parfois à disparaître. La *Coopérative avileña des journalistes indépendants (CAPI)*² a cessé d'exister après l'emprisonnement, lors du printemps noir, de deux de ses membres, Pedro Argüelles Morán et Pablo Pacheco Ávila, condamnés chacun à 20 ans de prison en avril 2003. Le troisième journaliste que comptait l'agence a fui aux Etats-Unis. *Libertad*, fondée à Las Tunas (Est) par José Luis García Paneque, a elle aussi périclité depuis la mise en détention de ce dernier. «Cinq journalistes y travaillaient avant la vague de répression, il n'y en a plus qu'un seul aujourd'hui et il n'a pas le téléphone !», grince



José Luis García Paneque

Yamilé Llanes Labrada, l'épouse du directeur emprisonné. Le *Collège des journalistes indépendants de Camagüey (CPIC)* a perdu son directeur, Normando Hernández González, condamné en 2003 à 25 ans de prison, l'une des peines les plus lourdes prononcées contre un journaliste après celle dont a écopé Omar Rodríguez Saludes, photographe et directeur de *Nueva Prensa*³, condamné à 27 ans de réclusion. Quant à l'agence *El Mayor*, également basée à Camagüey - dont l'un des fondateurs, Alfredo Manuel Pulido López purge depuis le printemps noir une peine de 14 ans de prison -, elle s'est sabordée en 2004 avec son dernier journaliste encore actif, Luis Guerra Juvier, menacé de privation de visa de sortie s'il continuait d'exercer son métier.



Omar Rodríguez Saludes

Les agences «historiques» n'ont guère été mieux loties. *L'UPECI* fonctionne actuellement avec quatre rédacteurs. *NotiCuba*, apparue en 2000 et forte alors de douze membres, n'en a maintenant que trois. *Cuba Press*, l'une des plus importantes à sa création en 1995 avec près de trente journalistes, n'est plus représentée que par un seul à Matanzas (Ouest), et *Havana Press* est passée de quinze journalistes à six, dont un correspondant sur l'île de la Jeunesse (Ouest). Ces deux agences font partie des pourvoyeurs d'informations de *Nueva Prensa Cubana* avec *La Voz del Oriente*, créée en 2002 à Santiago de Cuba (Est) et dotée d'un effectif de sept personnes, auxquelles s'ajoutent six confrères de la région de Camagüey, qui n'a désormais plus d'agence... mais toujours des journalistes. «Chanceuse», *Cuba Verdad* n'a perdu que deux rédacteurs, passant de sept à cinq entre son lancement en 1998 et aujourd'hui.

¹ Peine de prison commuée en arrêt domiciliaire

² Avileño, avileña : de la province ou de la ville de Ciego de Ávila (Est)

³ A ne pas confondre avec Nueva Prensa Cubana

Une nouvelle génération

L'«hydre subversive», décapitée mais jamais morte, mène décidément la vie dure au régime castriste. Car, malgré la répression, le journalisme indépendant suscite encore des vocations - il a même «gagné en qualité», selon un «ancien» - et des initiatives de regroupement. Sur les onze agences qui collaborent actuellement à *Cubanet*, quatre ont vu le jour après le printemps noir : *Cubanacán Press* et *Jagua Press* en 2003, *Villa Blanca Press* en août 2005 et en septembre suivant, *Jeunes sans censure*, dont la directrice Liannis Merino Aguilera, 21 ans, a déjà été convoquée par la Sécurité de l'Etat à Holguín (Est) et sommée d'arrêter ses activités, le 29 décembre 2005. A côté des traditionnelles *UPECI*, *Cuba Verdad*, *APLA* (*Agence de presse libre avileña*) et *APLO*, *Cubanacán* est fréquemment citée comme la plus productive au sein de la nouvelle génération. L'agence a encore gagné en notoriété avec la récente grève de la faim et de la soif que son



Guillermo Fariñas
Hernández

directeur actuel, Guillermo Fariñas Hernández, a entamée le 31 janvier dans la foulée d'une missive à Fidel Castro pour réclamer l'accès à Internet pour tous les Cubains. Il est aujourd'hui hospitalisé à Santa Clara (province de Villa Clara, Centre) dans un état très grave, mais compte poursuivre son jeûne «jusqu'à la mort».

«*Cubanacán* a été fondée le 10 octobre 2003 par José Ramón Moreno Cruz, aujourd'hui en exil à Miami. Nous sommes rapidement passés de quatre, à dix, puis dix-sept journalistes. Aucun d'entre nous ne venait du métier au départ, contrairement à nos collègues aînés qui, pour certains, avaient quitté la presse officielle», explique Dioloxys Rodríguez Hurtado, membre de l'agence réfugié à Paris depuis mai 2005 avec sa femme, Belkis, elle aussi de *Cubanacán*. Ancienne responsable de *Cuba Press* pour la province de Villa Clara, elle aussi réfugiée en France depuis octobre dernier, Isabel Rey Rodríguez note à cet égard un rapprochement dans la façon de travailler entre les journalistes affiliés à une agence et les autres, à leur «compte». «Au début, à *Cuba Press*, les journalistes des provinces de Matanzas, Villa Clara, Cienfuegos et Ciego de Ávila dépendaient de la rédaction en chef de La Havane. Une fois par semaine ou tous les quinze jours, je

prenais le bus pour porter mes articles et mes chroniques. Juste avant la vague de répression, ce système a cessé et nous avons gagné en autonomie. La copie était envoyée par fax, ce qui est devenu impossible à partir de 2003. Il a fallu alors tout dicter directement par téléphone à Miami, et la cabine la plus proche de mon domicile se situait à quatorze kilomètres que je parcourais à vélo.» Rares sont aujourd'hui les agences à avoir préservé le système de la conférence de rédaction régulière. C'est néanmoins le cas des partenaires de *Nueva Prensa Cubana*. «Tous les lundis, je reçois les six collègues d'*Havana Press*. Le mercredi, les journalistes de Camagüey m'appellent et le vendredi, ceux de la *Voz del Oriente*. Mais comme tous les articles sont dictés par téléphone, les agences les adressent directement à Miami.», explique Estrella García Rodríguez, de *Havana Press*, en charge de la coordination.

Sept mois sans téléphone

Dioloxys et Belkis Rodríguez Hurtado ont, eux aussi, couvert les 300 kilomètres séparant Santa Clara de La Havane pour livrer la copie de *Cubanacán* à un correcteur : «De nuit, à l'arrière d'un camion et à l'insu du chauffeur», plaisantent-ils. Le trajet permet aussi de rejoindre la Section des intérêts américains qui met à disposition des journalistes et écrivains indépendants enregistrés auprès de son département «presse et culture» - «une centaine», affirme un responsable de la Section - des fournitures et surtout, des moyens de transmission avec pas moins de quarante ordinateurs reliés à Internet. «Les cybercafés existent, mais ils sont très chers, près de 5 dollars de l'heure, et surtout interdits aux dissidents», souligne Dioloxys Rodríguez Hurtado. Les tarifs ont dû augmenter depuis le départ de ce dernier si l'on en croit Elizardo Sánchez qui parle de «15 dollars» pour le même temps de navigation. L'accès à la Toile étant réservé aux officiels, la nouvelle génération de journalistes n'a, semble-t-il, d'autre choix que de surfer chez «l'ennemi suprême». Contactées par Reporters sans frontières, plusieurs ambassades souhaiteraient pouvoir mettre des moyens techniques à disposition de la presse indépendante, mais arguent à la fois du manque de matériel et des risques de tension supplémentaire avec les autorités. Reste donc la Section des intérêts américains. «Il est très dan-

gereux pour les journalistes indépendants de nous fréquenter, mais ils le savent et ce choix est le leur», conclut-on au département «presse et culture». «Ce n'est pas idéal mais pour avoir accès à Internet, il n'y a décidément pas d'autre solution», déplore un journaliste concerné.

«De toute façon, les particuliers ne peuvent s'offrir un ordinateur, rappelle utilement Armando Betancourt, collaborateur indépendant de *Nueva Prensa Cubana* résidant à Camagüey. Il faut l'acheter pièce par pièce. Un moniteur coûte 200 pesos convertibles, soit l'équivalent en dollars. Un ordinateur complet vaut 600 dollars et une caméra numérique, 300 dollars. Du coup, je m'en fais prêter une. Quant aux imprimantes, elles sont interdites à la vente.» Pour Jaime Leygonier, ancien prisonnier politique et collaborateur indépendant de *Cubanet* : «cette absence de moyens de transmission pose aussi le problème de la dépendance, de plus en plus grande, vis-à-vis des supports extérieurs, notamment de Miami. Leur demande est forte, surtout en ce qui concerne l'information relative à la situation des droits de l'homme. Nous devons rendre notre copie plus vite et nous n'avons plus aucun moyen de contrôler notre propre travail.» Basé en province, Armando Betancourt relativise en regrettant, plus en amont, l'impossibilité de se déplacer en reportage, faute de véhicule. Ernesto Roque, le directeur de l'*UPECI*, rappelle aussi : «Les autorités peuvent à tout moment arguer d'un problème technique pour vous retirer votre combiné. Je viens de récupérer un téléphone après une coupure de sept mois.» Les coupures n'affectent d'ailleurs pas seulement le téléphone et Dioloxys Rodríguez Hurtado sourit aujourd'hui des nuits passées à rédiger dans la pénombre : «Le meilleur allié du journaliste cubain, c'est la chismosa, la lampe artisanale.»

Matériellement misérable, soumis à la vigilance constante du pouvoir, et notamment de ses comités de quartier - les Comités de défense de la révolution (CDR) -, le journaliste cubain paraît aussi peu à même de rechercher et de produire de l'information que d'en transmettre. Autre collaborateur de *Cubanet* et interlocuteur régulier de *Radio Martí*, la principale radio cubaine de Miami, Juan González Febles estime avoir résolu une partie du problème en travaillant hors agence. «Je préfère ne pas m'affilier. Il est plus facile de surveiller un groupe qu'un homme

seul. Le risque de "flicage" est beaucoup plus grand pour les journalistes associés en agence. Je préfère donc travailler en solitaire, ce qui permet aussi de nouer un réseau d'informateurs plus facilement.» Tous ses collègues indépendants ne partagent pas cet avis. Collaborateur des mêmes supports et Havonais lui aussi, Juan Carlos Linares a échappé de peu à l'arrestation en 2003. «J'étais sur la liste. J'ai été menacé plusieurs fois de vingt ans de prison. Je n'ai pas été emprisonné, mais le CDR de mon quartier me file en permanence. Il suffit que je rencontre quelqu'un dans la rue pour que mes faits et gestes soient connus. C'est pour cela que mes sources se rétractent très vite. Les gens que j'interviewe, qui requièrent presque toujours l'anonymat, viennent parfois me retrouver pour me supplier de ne rien publier.»

Armando Betancourt subit parfois des déconvenues au moment de rencontrer ses sources. «Les gens ne viennent pas toujours au rendez-vous, tellement ils ont peur de parler. J'ai dernièrement enquêté sur une expulsion de domicile. Je n'ai pu ni filmer ni recueillir de témoignages directs. Il m'a fallu quelques jours pour convaincre les personnes expulsées. J'ai rencontré le même problème avec la femme d'un homme détenu dans des locaux de la Sécurité de l'Etat.» Jaime Leygonier paraît résigné : «Tout le problème pour nous est d'avoir des sources et des informations sans porter préjudice à personne. Je suis obligé, pour cette raison, de m'autocensurer très souvent.»

Qu'il travaille en solo ou au sein d'une petite agence, le journaliste dissident doit se contenter d'informateurs de l'ombre, renoncer à recouper ses informations et compter sur sa réactivité et son sens de l'initiative. «Il peut arriver qu'une personne nous alerte, comme cette femme qui avait des problèmes avec l'hôpital de Santa Clara où elle était soignée, pour des raisons religieuses. Il était impossible de confirmer cette information auprès du directeur de l'hôpital et d'un policier. Des témoins de cette affaire m'ont rendu visite une nuit, mais chez un voisin car j'étais surveillée. Généralement, une personne nous donne discrètement une partie de l'information, comme, par exemple, un lieu. C'est ce qui m'est arrivé le jour où je suis allée couvrir une opération de mise à l'amende de vendeurs ambulants par la police», se souvient Isabel Rey Rodríguez.

Les droits de l'homme en une

Juan González Febles, lui, adopte la posture de l'homme dans la foule. «Je sors, j'observe, et comme je ne dépends de personne, les gens se confient plus facilement à moi.»

Expulsé en 1990 du ministère du Sucre, où il était fonctionnaire, pour avoir refusé de participer à une brigade d'intervention rapide contre des opposants, Carlos Ríos Otero a rejoint *Havana Press* en 2002. Le journaliste, économiste de formation, collaborateur de *Nueva Prensa Cubana* et de *Radio Martí*, a gardé quelques passerelles avec sa vie antérieure. «J'ai encore des contacts au sein de l'industrie sucrière. C'est une chance. De cette manière, je peux nouer d'autres contacts pour traiter de questions dont le régime ne veut pas qu'on parle comme l'économie parallèle, la récolte de canne, le vol à la tire...»

Carlos Ríos Otero ne recule pas non plus devant des sujets hautement sensibles tels que les mutineries carcérales ou le sort des journalistes emprisonnés. Sur ce thème, une fois n'est pas coutume, les sources sont connues. «Avec les familles de dissidents, les relations sont soutenues et elles m'avertissent régulièrement de la situation de leurs proches incarcérés», note Juan Carlos Linares.

Directeur de *NotiCuba*, interlocuteur de *Radio Martí* et chroniqueur pour le *Miami Herald*, Ángel Pablo Polanco a fait de la priorité donnée à la parole des dissidents un véritable choix éditorial : «Nous parvenons de moins en moins à vérifier l'information. Or, quel crédit accorder à un empilement de témoignages anonymes ? Nous préférons réduire notre volume d'informations et en donner de crédibles plutôt que de nous décrédibiliser et avec nous, les supports extérieurs qui nous soutiennent. Nous relayons donc la voix de l'opposition, de ceux qui parlent à visage découvert.» Les familles de dissidents, bien sûr, mais aussi les partis politiques d'opposition avec lesquels les petites agences ont souvent des liens.

A *Lux Info Press*, autre partenaire de *Cubanet* et de *Radio Martí*, qui compte sept journalistes, la directrice, Caridad Díaz Beltrán, a opté pour la même ligne : «Nous nous intéressons surtout à la situation des droits de l'homme et au sort

des prisonniers ; parfois, quand c'est possible, à la condition des travailleurs à Cuba. L'important, c'est de savoir ce qu'il advient des prisonniers politiques.»

La réconciliation par l'information

S'ils contribuent à alerter sur le thème crucial des droits de l'homme, d'autres journalistes de l'île entendent aussi mettre en avant l'émergence d'une société civile à Cuba. Certains se risquent même à souligner les contradictions entre le discours du gouvernement et la réalité de la situation. Oscar Espinosa Chepe est de ceux-là. Arrêté lors du printemps noir, libéré le 29 novembre 2004 sous licence extra-pénale que la justice cubaine a menacé de lui retirer le 28 février dernier, l'ancien collaborateur de *De Cuba*, collaborateur de *Cubanet*, chroniqueur du *Miami Herald* et de *La Razón* (Espagne), puise dans sa propre expérience et son savoir. «Vu la censure et mon âge, je ne fais pas de reportage mais de la chronique. Je récolte les informations données par le régime et je les compare à mes connaissances dans les domaines économique et diplomatique.» Là encore, l'accès à des informations de première main, même venues des rangs officiels, est presque impossible depuis que la «loi 88» a interdit aux fonctionnaires toute prise de parole hors du contrôle du Département d'orientation révolutionnaire.

Comme son collègue Juan González Febles, Oscar Espinosa Chepe revendique une ferme indépendance, au-delà même des clivages idéologiques. «Je ne suis ni communiste, ni anticommuniste. Je veux croire à la réconciliation de tous les Cubains.» La phrase rappelle celle prononcée par Raúl Rivero le jour de son jugement, en avril 2003 : «Je ne conspire pas, j'écris.» Issu de la même génération des anciens, Jaime Leygonier souligne l'un des défis posés aux journalistes indépendants : «dépolitiser». «Il est bien difficile de distinguer entre les sujets sensibles et les autres, car le gouvernement politise même ce qui ne mérite pas de l'être. Je traite, par exemple, des abus policiers ou du racisme à Cuba, un sujet occulté. Mais je



Oscar Espinosa
Chepe

m'intéresse aussi au système de santé. Je m'intéresse également à l'Eglise catholique ou à la franc-maçonnerie. Or, ces sujets-là sont tout aussi risqués, car si le régime n'a pas interdit les courants spirituels, il essaie de les contrôler de la même manière que tout le reste.» S'ils veulent croire, à l'instar d'une frange de la dissidence incarnée par Elizardo Sánchez ou Oswaldo Paya - chef de file du Mouvement chrétien de libération - à une réconciliation possible en prélude à une transition démocratique, ces journalistes n'ignorent pas non plus que l'objectif se heurte à un autre sujet que l'actualité impose de traiter : la corruption. «Depuis le mois de novembre 2005, le gouvernement a lancé une campagne contre la corruption qui lui sert de motif pour réprimer à nouveau.», avertit Carlos Ríos Otero. «C'est le thème prisé du moment par la presse indépendante et les autorités peuvent difficilement cacher le phénomène qu'elles ont elles-mêmes installé», abonde le directeur de *Cuba Verdad*, José Antonio Fornaris. Oscar Espinosa Chepe va encore plus loin : «La corruption a atteint un tel niveau, ce qui restait d'idéal communiste est tellement loin, que le régime se lance dans une nouvelle vague de répression. Le but n'est plus seulement d'étouffer la liberté de parole mais de terroriser la population. Ce régime dérive un peu plus vers le fascisme.»

Un nouveau printemps noir ?

Et de fait, la répression a repris avec la lutte anticorruption que le gouvernement entend conduire et la presse indépendante est à nouveau en première ligne. Pour elle, le couperet du régime s'est même fait sentir avant le mois de novembre. D'abord, Cuba a continué de tenir son rang de deuxième prison du monde pour les journalistes en ajoutant, au cours de l'année



Roberto de Jesús Guerra Pérez

2005, quatre nouveaux noms à la liste des vingt détenus depuis le printemps noir. Comme Oscar Mario González Pérez, Roberto de Jesús Guerra Pérez, collaborateur des sites *Nueva Prensa Cubana*, *Payolibre* et *Radio Martí*, est incarcéré sans jugement et sans charges précises par la Sécurité de l'Etat depuis le 13 juillet 2005, et à la merci d'une condamnation à 20 de prison pour «atteinte à l'indépendance nationale et à l'économie de Cuba». Le 6 août

suivant, Albert Santiago Du Bouchet Fernández, de *Havana Press*, a été arrêté et condamné à un an de prison ferme pour «outrage et résistance aux forces de l'ordre». La médecine pénitentiaire a détecté un caillot dans son cerveau probablement dû à un coup à la tête reçu pendant son arrestation et, selon *Cubanet*, aucun traitement ne lui est prodigué. Enfin, parmi les journalistes emprisonnés figure désormais une femme : Lamasiel Gutiérrez Romero. Condamnée à sept mois d'arrêt domiciliaire en août 2005 pour «délit de résistance et désobéissance civile», après avoir été brutalement appréhendée par la Police nationale révolutionnaire (PNR), la collaboratrice de *Nueva Prensa Cubana* a été placée en détention le 11 octobre 2005 à Mantonegro (près de La Havane) pour avoir refusé d'abandonner son métier.



Lamasiel Gutiérrez Romero

Embastillé du printemps noir, Mario Enrique Mayo Hernández, directeur de l'agence *Félix Varela* à Camagüey, a bénéficié d'une licence extra-pénale pour raisons de santé le 1er décembre 2005. Mais deux autres journalistes, arrêtés en 2003 et libérés au même titre à la fin



Jorge Olivera Castillo

de l'année 2004, risquent de retourner en prison s'ils ne renoncent pas à leurs activités : Oscar Espinosa Chepe et Jorge Olivera Castillo. Convoqué deux fois par un tribunal de La Havane, les 21 février et 1er mars 2006, ce dernier s'est vu notifier une interdiction de sortie de la capitale et l'obligation d'effectuer un «travail correctionnel», au sein d'une structure d'Etat. Candidat comme Oscar Espinosa Chepe à l'émigration, il a assuré à Reporters sans frontières qu'il ne fléchirait pas tant que ne lui serait pas accordée la «carte blanche» (permis de sortie du territoire cubain).

Hors des prisons où les dissidents sont livrés aux mauvais traitements, à l'insalubrité, aux maladies et aux absences de soins, on ne compte plus les convocations intempestives, menaces d'incarcération et visites de la Sécurité de l'Etat à domicile que subissent les journalistes indépendants depuis le mois de novembre. Le mois de février 2006 a été particulièrement chargé. Le 13 à La Havane, Roberto Santana Rodríguez, collaborateur indépendant de *Cubanet* a reçu l'ordre de la police politique d'arrêter d'écrire. Le 15, Reinaldo Cosado Alén, de *Lux Info Press* a été condamné par un tribu-

nal de la capitale à une peine de «travail correctionnel sans internement» à effectuer sous peine de prison, pour une amende de 1000 euros prétendument impayée depuis dix ans ! Le surlendemain, Oscar Sánchez Madán, autre collaborateur indépendant de *Cubamet* et de *Radio Martí* a subi les brutalités d'un membre d'un CDR havanais qui l'avait déjà agressé deux fois en janvier. Le 19, un officier de la Sécurité de l'Etat et deux agents des CDR ont effectué une descente dans l'appartement de Gilberto Manuel González Delgado, de *Noti Libre*, pour lui confisquer sa machine à écrire et ses textes. Enfin, le lendemain, le pouvoir a interdit la vente de journaux étrangers - *Hola !*, *Mecánica popular*, *Muy interesante* et même le quotidien *El País* - jugés «idéologiquement dangereux», dont la distribution se limitait jusqu'alors aux hôtels pour touristes. Estrella García Rodríguez, de *Havana Press*, souligne la pesanteur de l'ambiance : «Nous savons que nous sommes surveillés en permanence mais nous ne le voyons pas.» L'optimisme de Ricardo González Alfonso pourrait-il survivre à un deuxième printemps noir ? Car il s'agit bien de cela... survivre, à l'image de toute une population.

Mur du son et mur de l'argent

Le journalisme indépendant à Cuba relèverait-il du masochisme ? Tout porte à le croire, tant les risques encourus sont peu récompensés et à deux titres. D'une part, à de très rares exceptions (cf. encadré), le journaliste cubain ne travaille que pour des supports extérieurs et n'a pratiquement aucun retour de ses compatriotes restés au pays sur son travail. Ensuite, comment pourrait-il tirer grand bénéfice d'une activité interdite ?

«Un journalisme indépendant de l'île ne vit pas de son travail», tranche la vice-présidente de *Cubamet*, Rosa Berre. Certains journalistes ont dû vendre leurs biens pour quelques devises comme Jaime Leygonier qui s'est séparé de son appareil photo. D'autres, comme Dioloxys Rodríguez Hurtado et sa femme, Belkis, ont pratiqué la vente ambulante : «Je vendais de l'eau de Javel et Belkis des sucreries. D'autres collègues de *Cubanacán* vendaient des fruits. Mais gare aux amendes de la police, qui pouvaient s'élever jusqu'à 30 euros.»

Les plus chanceux peuvent compter sur l'aide de leurs amis ou proches exilés mais il n'est pas aisé d'expédier de l'argent à Cuba. Les médias exté-

rieurs tentent néanmoins d'apporter leur contribution. «A *Cubamet*, nous payons chaque journaliste qui collabore avec nous 5 dollars pour une brève et 15 dollars pour une chronique ou un article», signale Rosa Berre. A *Nueva Prensa Cubana*, Nancy Pérez-Crespo ne rémunère pas le travail effectué, mais soutient financièrement ses collaborateurs à raison d'une enveloppe mensuelle comprise entre 40 et 60 dollars par mois à partager entre tout le monde, que réceptionne une journaliste de La Havane. «Il s'agit d'une aide et pas d'un salaire. A cette somme peut s'ajouter, mais de façon irrégulière, les apports de proches ou d'autres organisations», tient à préciser la directrice de *Nueva Prensa Cubana*. *Carta de Cuba* (cf. encadré), dirigé depuis Puerto Rico par l'ancien combattant de la révolution de 1959, Carlos Franquí, envoie, selon ce dernier, environ 1 500 dollars par mois à sa trentaine de collaborateurs réguliers. Là encore, il s'agit d'une aide et pas d'un salaire. D'autres supports, comme le site *Encuentro en la Red* à Madrid, qui mobilise une douzaine de journalistes pour des papiers d'opinion, préfèrent ne pas aborder la question financière, par sécurité. A Miami, *Radio Mambi* n'a pas non plus souhaité s'exprimer à ce sujet.

Poids lourd des médias de la diaspora cubaine, *Radio Martí* n'a tout simplement pas le droit de verser un centime à ses interlocuteurs de l'île. «La station est subventionnée par le gouvernement fédéral américain. Nous sommes donc a fortiori soumis à l'embargo.», explique Pedro Corzo, l'un de ses permanents. Pourtant, la station est à peu près le seul média à pouvoir être capté sur l'île, malgré les tentatives de blocage de l'information venue de Floride par les autorités de La Havane. «Pour avoir un retour sur notre travail, savoir si notre information avait de l'écho, nous écoutions *Radio Martí*.», se souvient Isabel Rey Rodríguez. Pour contourner le brouillage des autorités, la station, qui fonctionne 24 heures sur 24, émet à Cuba en ondes courtes.

Les autres radios de l'exil (cf. encadré) sont quasi inaccessibles, faute de fréquence adaptée. Les sites sont bloqués par la censure d'Internet et parfois piratés, mais les sociétés dont ils dépendent éditent aussi des versions imprimées, qui circulent dans l'île sous le manteau. *Cubamet* envoie ainsi quelques exemplaires de son bulletin de quatre pages bimensuel et de sa revue bimestrielle. Rosa Berre note avec satisfaction que chaque mois, «deux ou trois demandes d'abonnement qui

ne peuvent se faire qu'en ligne sont adressées depuis Cuba». Avant d'être un site, *Carta de Cuba* est une revue de 96 pages tirée à 6 000

exemplaires. Trois numéros paraissent chaque année et Carlos Franquí revendique «la diffusion clandestine de 500 à 700 exemplaires sur l'île».

Cuba : 18 mars 2003-18 mars 2006

Trois ans après le printemps noir, la presse indépendante refuse de rester dans l'ombre

LA PRESSE IMPRIMÉE OU LA MISSION (PRESQUE) IMPOSSIBLE

L'Etat cubain disposant du monopole de l'information, des moyens de diffusion et de l'impression, il est quasiment impossible de trouver à Cuba le moindre journal imprimé en dehors des publications officielles. Certains journalistes indépendants interrogés dans le cadre de ce rapport n'imaginent même pas qu'un journal indépendant puisse seulement exister.

Trois ans après la vague de répression, le gouvernement «tolère» toujours les deux revues catholiques *Palabra Nueva*, fondée en 1993 et rattachée à l'archidiocèse de La Havane, et *Vitral*, un bimestriel de 80 pages, créé un an plus tard au sein du diocèse de Pinar del Río (Ouest). Dirigé par un conseil de rédaction de cinq personnes, auxquelles s'ajoutent une quinzaine de collaborateurs par numéro, *Vitral* tire actuellement à 9 000 exemplaires, selon son directeur, Dagoberto Valdés. Il est diffusé par voie postale ou dans les églises. Réputée un temps plus audacieuse que *Palabra Nueva*, la revue semble afficher aujourd'hui une plus grande prudence, en se limitant aux domaines religieux et culturel. Surtout, chaque numéro est soumis à l'approbation des autorités diocésaines. Ce qui permet, de l'aveu de son directeur, d'apparaître comme une revue interne à l'Eglise catholique et d'échapper à la censure. (cf. à ce sujet notre précédent rapport du 25 juin 2003, *Cuba : l'exception catholique* disponible sur www.rsf.org).

Introuvable, donc, une presse totalement indépendante de toute institution ? A Camagüey, un petit mensuel de huit pages tiré à une cinquantaine d'exemplaires, *El Camagueyano*, circule clandestinement. Deux ou trois journalistes y collaborent selon leurs possibilités du moment. Mais l'un d'eux, surveillé de près par les autorités, souligne «les difficultés à faire imprimer les exemplaires, les imprimantes étant interdites à la vente par le régime pour éviter que paraisse le moindre journal dissident».

Une autre revue tente de voir le jour, *Consenso*, fondée le 21 décembre 2004 par l'opposant social-démocrate de l'Arc progressiste, Manuel Cuesta Morúa, qui ne se revendique pas professionnel de l'information. Neuf journalistes répartis dans les provinces du Centre et de l'Ouest participent néanmoins à l'élaboration de ce bimestriel qui traite de sujets politiques, sociaux et culturels mais n'existe pour l'heure qu'en version électronique (www.consenso.org), inaccessible sur l'île. Plusieurs fois agressé par des agents de l'Etat, Manuel Cuesta Morúa se bat actuellement pour obtenir l'autorisation d'imprimer sa publication. En vain.

Les forçats de la correspondance

Rares sont les journalistes dans le monde à ne pouvoir travailler pour leur propre public et à produire une information accessible seulement à l'extérieur. La presse indépendante de l'île fonctionnera pourtant ainsi, tant que durera un pouvoir réfractaire au pluralisme d'opinions. Forçats de la correspondance, les journalistes cubains doivent endurer le soupçon d'être des «agents de l'étranger» que leur accole un gouvernement qui les a pourtant placés dans cette situation. «C'est dramatique. La plupart des Cubains ne savent même pas ce qui se passe chez eux alors que leur voisin journaliste dissident voudrait les en informer», soupire Pedro Corzo, de *Radio Martí*. A quoi son compatriote de l'île, Jaime Leygonier, répond, un brin pessimiste : «Les Cubains de l'extérieur n'ont pas

toujours conscience non plus de la situation vécue par ceux restés au pays. L'écart de vie s'est creusé entre nous et la communication n'est pas si évidente.» Un avis partagé par d'autres journalistes indépendants.

Exilé depuis 1968, Carlos Franquí, passé de la révolution à la dissidence, temporise en pariant sur l'agonie du régime et le grand âge (80 ans le 13 août 2006) du président Fidel Castro. «Le journalisme indépendant survivra de toute façon et les nouvelles passeront quand même. On a cru que le printemps noir mettrait fin à tout cela et on a eu tort. Pour deux raisons. D'abord, Fidel Castro n'a pas intérêt, surtout maintenant, à susciter une opposition trop violente. Il a au contraire intérêt à «maintenir» une opposition pacifique. D'autre part, la plupart des fonctionnaires de l'appareil répressif commencent à être fatigués de ce régime.» S'il a accompagné Ricardo González en prison, l'optimisme s'est aussi propagé hors de l'île.

Conclusion

Trois années de répression n'auront donc pas réussi à anéantir la presse dissidente cubaine. Malgré les éreintements que le pouvoir lui fait subir, sa persévérance participe de la construction d'une société civile et d'un avenir démocratique à Cuba. C'est pourquoi Reporters sans frontières continuera de soutenir les journalistes indépendants et les petites agences, et de relayer leurs informations. L'organisation rappelle également que 300 Cubains - dont vingt-quatre journalistes - purgent actuellement des peines allant parfois jusqu'à trente ans de prison pour avoir osé penser autrement que le pouvoir. Devant ce règne de l'arbitraire, nous appelons les instances internationales et les gouvernements des pays démocratiques à se mobiliser en faveur de leur libération et à exercer toutes les pressions en ce sens sur les autorités de La Havane. Nous demandons aux ambassades européennes d'apporter un soutien moral et matériel plus actifs aux dissidents en général et aux journalistes en particulier, et de mettre à la disposition de ces derniers les moyens nécessaires à l'exercice de leur métier.

Reporters sans frontières continuera également d'organiser des parrainages de prisonniers par des médias et invite ceux d'entre ces derniers qui ne l'auraient pas fait à se joindre à cette initiative. Nous sollicitons, enfin, la bienveillance des autorités des pays où les dissidents cubains trouvent refuge. Le témoignage des exilés doit contribuer à modifier les regards sur ce qu'un « paradis touristique » prétend dissimuler : une dictature qu'aucun mythe ne peut justifier.